

ANNEXES

**LES PRÉSENTES ANNEXES
SONT ORGANISÉES COMME SUIV :**

Pièce N° 1 : Décision du Tribunal Administratif de Toulouse N° E24000054 / 31 en date du 23 avril 2024

Pièce N° 2 : Arrêté communautaire N° 2024-17 du 03 mai 2024 prescrivant l'enquête publique

Pièce N° 3 : Avis d'ouverture d'enquête

Pièce N° 4 : Certificats d'affichage : 9

Pièce N° 5 : Extrait du registre des délibérations de la Communauté de Communes du Pays de Salars n° DE2023-042 du 29 juin 2023

Pièce N° 6 : Publicité de presse (4)

Pièce N° 7 : Copie registre d'enquête

Pièce N° 8 : lettres reçues dans le cadre de l'enquête publique (4)

ANNEXE 1

DECISION DU
23/04/2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° E24000054 /31

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULOUSE

La présidente du tribunal administratif

Décision désignation commission ou commissaire du 23/04/2024

Vu enregistrée le 22/04/2024, la lettre par laquelle Monsieur le Président de la Communauté de communes Pays de Salars demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

la modification n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) de la communauté de communes Pays de Salars ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2024 ;

Vu l'arrêté de délégation du 1er septembre 2023 de la présidente du tribunal administratif de Toulouse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Madame Elisabeth MAGNAN est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Monsieur Henri PUJOL est désigné(e) en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Président de la Communauté de communes Pays de Salars, à Madame Elisabeth MAGNAN et à Monsieur Henri PUJOL.

Fait à Toulouse, le 23/04/2024

Le magistrat délégué,




Briac LE FIBLEC

ANNEXE 2

n°2024-17 du 03 Mai 2024

Prescrivant l'enquête publique pour la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Pays de Salars

Le Président de la Communauté de Communes Pays de Salars,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-19 et L.153-20 ; et L153.41 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants ;

Vu le décret n°2011-2018 du 29 septembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

Vu l'ordonnance du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu l'ordonnance du 26 janvier 2017, relative à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n°2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 2021 relatif à l'affichage des avis d'enquête publique, de participation du public par voie électronique et de concertation préalable ainsi que des déclarations d'intention prévus par le code de l'environnement ;

Vu la délibération du Conseil de la Communauté de Communes Pays de Salars en date du 19 janvier 2022 abrogeant les cartes communales de Comps-la-Grand-Ville et Trémouilles ; et approuvant son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ;

Vu la délibération n°DE2023-042 du 29 juin 2023 du Conseil de la Communauté de Communes Pays de Salars ayant prescrit la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes Pays de Salars, selon les termes des articles L153-36 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu les pièces du dossier de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Communauté de Communes Pays de Salars, soumis à l'enquête publique, dont les avis émis par les personnes publiques associées consultées et la décision de dispense d'évaluation environnementale ;

Et

Vu la décision du 23/04/2024, n°E24000054/31, de Madame la Présidente du tribunal administratif de Toulouse désignant Madame Elisabeth MAGNAN, militaire retraitée, en qualité de commissaire enquêteur et de Monsieur Henri PUJOL, comme commissaire enquêteur suppléant.

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Il sera procédé à une enquête publique pour le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes Pays de Salars pour une durée de 15 jours consécutifs, du lundi 27 mai 2024 à 09h00 au lundi 10 juin 2024 à 18h00.

Dès le lancement, les élus de la Communauté de communes ont précisé les objectifs poursuivis et les objets de la procédure. Il s'agit de :

- Modifications du règlement écrit afin de :
 - * Etablir un bilan des règles ou orientations cumulatives entre le règlement écrit et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en matière de stationnement à réaliser ; selon le bilan établi, cela pourrait se traduire par une évolution du règlement écrit et/ou des OAP ;
 - * Préciser les règles relatives aux extensions et annexes des bâtiments d'habitation, en zones agricoles et naturelles du PLUi ; afin de les adapter à la typologie du bâti traditionnel local ;
 - * Prendre en compte le retour d'expérience de l'instruction des autorisations d'urbanisme depuis l'entrée en vigueur du PLUi ; cela concerne notamment les règles relatives à la « Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère », ou des précisions à apporter relative à la définition des destinations et sous-destinations ;
 - * Procéder aux bilans des emplacements réservés ; et aux modifications qui en découlent ;
 - * Après vérification des conditions de desserte par les réseaux, réduire les zones urbaines non desservies.

- Modifications du règlement graphique afin de :
 - * Procéder à la correction d'une erreur matérielle sur le bourg d'Agén d'Aveyron, afin de rétablir le règlement graphique, conformément à la réponse formulée par la Communauté de communes sur la parcelle (OA 1567) ;
 - * Compléter l'identification de bâtiments situés en zones agricoles et naturelles pour en autoriser le changement de destination. En effet, il s'avère que certains bâtiments n'ont pas fait l'objet de l'identification requise dans le cadre de l'élaboration du PLUi. Il s'agira de compléter modérément l'identification des bâtiments pouvant faire l'objet de changement de destination en zones agricoles et naturelles du PLUi, en vérifiant qu'ils répondent bien aux critères définis lors de l'élaboration du PLUi afin d'assurer la cohérence du traitement à l'échelle communautaire.

- Modification des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) afin de revoir les conditions d'aménagement, après avoir vérifié l'opérationnalité de l'urbanisation :
 - * Pour l'OAP n°3.2, sur la commune de Comps-la-Grand-Ville, seront précisés les principes de desserte et d'accès ;
 - * Pour l'OAP n°4.7, sur la commune de Flavin, seront précisés les secteurs aménageables au coup par coup ou par opération(s) d'aménagement d'ensemble, ainsi que les principes de desserte et d'accès ;
 - * Comme évoqué précédemment, de procéder à un ajustement des règles ou orientations cumulatives entre le règlement écrit et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en matière de stationnement ; selon le bilan établi, cela pourrait se traduire par une évolution du règlement écrit et/ou des OAP.

- Mise à jour des annexes et notamment des servitudes d'utilité publique ; notamment concernant la protection des captages d'eaux destinées à l'alimentation en eau potable (servitude AS1).

L'ensemble des informations environnementales se rapportant aux objets de l'enquête, dont la décision de dispense d'évaluation environnementale de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale, est joint au dossier et peut donc être consulté dans les mêmes conditions.

ARTICLE 2 –

Ont été désignés par la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse : Madame Elisabeth MAGNAN en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Henri PUJOL en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

ARTICLE 3 –

Conformément à l'article R123-8 du Code de l'environnement, le dossier comprend notamment les pièces suivantes :

- Une note de présentation,
- La décision de l'autorité environnementale de dispense d'évaluation environnementale,
- Les autres avis émis par les personnes publiques associées.

Les pièces du dossier seront déposées et consultables au format papier et sur un poste informatique réservé à cet effet au siège de la Communauté de Communes du Pays de Salars, siège de l'enquête publique, également lieu de permanences du commissaire enquêteur, aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant toute la durée de l'enquête.

Horaires d'ouverture de la Communauté de communes Pays de Salars
(34 avenue de Rodez, 12290 PONT-DE-SALARS):

- Du lundi au jeudi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 ;
- Le vendredi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30.

Le dossier d'enquête publique est aussi consultable, pendant toute la durée de l'enquête publique, sur le site internet suivant : <https://www.registre-dematerialise.fr/5383>

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions :

- Soit sur le registre d'enquête disponible au siège de la Communauté de Communes,
- Soit les adresser au commissaire enquêteur par écrit à la Communauté de Communes : Communauté de Communes Pays de Salars, enquête publique PLUi, 34 avenue de Rodez, 12290 PONT-DE-SALARS,
- Soit sur le registre numérique, à l'adresse suivante :

<https://www.registre-dematerialise.fr/5383>

- Soit par mail à l'adresse suivante : enquete-publique-5383@registre-dematerialise.fr

Toutes les observations seront publiées et consultables, dans les meilleurs délais, sur le site internet : <https://www.registre-dematerialise.fr/5383>

Pour être recevables, toutes les observations, propositions et contre-propositions, quel que soit le support utilisé, devront être reçues avant la clôture de l'enquête publique, le lundi 10 juin 2024 à 18h00, dernier délai.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

ARTICLE 4 -

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour recevoir ses observations, propositions et contre-propositions écrites et orales, au siège de la Communauté de Communes Pays de Salars (34 avenue de Rodez, 12290 PONT-DE-SALARS) :

- Le lundi 27 mai 2024 de 09h00 à 12h00 ;
- Le samedi 1^{er} juin 2024 de 09h00 à 12h00 ;
- Le lundi 10 juin 2024 de 15h00 à 18h00.

ARTICLE 5 -

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête.

Les observations du public sont consultables et communicables gratuitement à toute personne qui souhaite en prendre connaissance. Cependant, toute demande de copie est aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. Des informations sur les projets soumis à enquête publique peuvent être demandées auprès de Monsieur Yves REGOURD, Président de la Communauté de Communes Pays de Salars, responsable du projet.

ARTICLE 6 -

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans les deux journaux ci-après (*deux journaux habilités diffusés dans le département*) :

- Centre Presse
- Midi Libre

Cet avis sera affiché au siège de la Communauté de Communes Pays de Salars et à la mairie de chacune des neuf communes composant la Communauté de Communes (Agen-d'Aveyron, Arques, Comps-la-Grand-Ville, Flavin, Pont-de-Salars, Prades-Salars, Salmiech, Trémouille et le Vibal), pendant toute la durée de l'enquête.

Cet avis sera également publié sur le site internet hébergeant l'enquête publique :

<https://www.registre-dematerialise.fr/5383>

Ces publicités seront certifiées par le Président et par le Maire de chacune des communes pour leurs affichages respectifs.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier d'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

ARTICLE 7 -

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, les registres seront remis au commissaire enquêteur qui procédera à leur clôture.

Le commissaire enquêteur dresse, dans les 8 jours après la clôture de l'enquête, le procès-verbal de synthèse des observations du public qu'il remet à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Pays de Salars. Ce dernier dispose de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 8 -

Le commissaire enquêteur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour transmettre à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Pays de Salars son rapport et ses conclusions motivées.

Simultanément, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera adressée au Préfet du département de l'Aveyron et à la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse.

Si ce délai de 30 jours ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur, par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Le rapport et les conclusions motivées seront rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet suivant : <https://www.registre-dematerialise.fr/5383> et sur support papier à la Communauté de Communes Pays de Salars, durant un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 9 –

Après l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié, sera approuvé par le conseil communautaire.

ARTICLE 10 -

Les informations relatives à l'enquête publique pourront être consultées sur le site internet suivant : <https://www.registre-dematerialise.fr/5383>

ARTICLE 11 -

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président et Madame le Commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pont-de-Salars, le 03 mai 2024.
Le Président, Yves REGOURD

ANNEXE 3

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SALARS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Relative à la modification de droit commun n°1 du PLUI de la Communauté de Communes Pays de Salars

Par arrêté communautaire n°2024-17 du 02 mai 2024, Monsieur le Président a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de modification de droit commun n°1 du PLUI de la Communauté de Communes Pays de Salars, en vue de son approbation par le Conseil communautaire.

Cette enquête publique unique se déroulera pendant une période de 15 jours consécutifs :

DU LUNDI 27 MAI 2024 A 09H00 AU LUNDI 10 JUIN 2024 à 18H00.

Le dossier, et notamment le rapport de présentation, décrit le territoire concerné, explique les projets et évalue les incidences du projet sur l'environnement. L'ensemble des informations environnementales se rapportant aux objets de l'enquête (dont la dispense d'évaluation environnementale émise par l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement) est joint au dossier et peut donc être consulté dans les mêmes conditions.

A cet effet, ont été désignés par Madame la Présidente du tribunal administratif de Toulouse : Madame Elisabeth MAGNAN, militaire retraitée, en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Henri PUJOL, comme commissaire enquêteur suppléant.

Les pièces du dossier seront déposées et consultables au format papier et sur un poste informatique réservé à cet effet au siège de la Communauté de Communes du Pays de Salars, siège de l'enquête publique, également lieu de permanences du commissaire enquêteur, aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant toute la durée de l'enquête (34 avenue de Lodez, 12290 PONT-DE-SALARS / du lundi au jeudi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 et le vendredi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30).

Le dossier d'enquête publique est aussi consultable, pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet :
<https://www.registre-dematerialise.fr/5383>

Le public pourra consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions :

- **Soit sur le registre d'enquête déposé à cet effet au siège de la Communauté de Communes ;**
- **Soit les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la Communauté de Communes : Communauté de Communes Pays de Salars, enquête publique PLUI, 34 avenue de Rodez, 12290 PONT-DE-SALARS,**
- **Soit sur le registre numérique à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/5383>**
- **Soit par mail à l'adresse électronique suivante : enquete-publique-5383@registre-dematerialise.fr**

Toutes les observations seront publiées, dans les meilleurs délais sur le site internet :
<https://www.registre-dematerialise.fr/5383> ; et seront recevables jusqu'au lundi 10 juin 2024 à 18h00, dernier délai.

LE COMMISSAIRE ENQUETEUR SE TIENDRA A LA DISPOSITION DU PUBLIC AU SIEGE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE SALARS (34 AVENUE DE RODEZ, 12290 PONT-DE-SALARS) :

- **Le LUNDI 27 MAI 2024 DE 09H00 A 12H00,**
- **Le SAMEDI 1^{er} JUIN 2024 DE 09H00 A 12H00,**
- **Le LUNDI 10 JUIN 2024 DE 15H00 A 18H00.**

Son rapport et ses conclusions transmis à Monsieur le Président dans un délai d'un mois à expiration de l'enquête seront tenus à disposition du public au siège de la Communauté de Communes ; ainsi que sur le site internet :
<https://www.registre-dematerialise.fr/5383>

Toute information concernant le projet de modification de droit commun n°1 du PLUI de la Communauté de Communes Pays de Salars pourra être demandée à Monsieur le Président.

**Le Président,
Yves REGOURD**

ANNEXE 4


CERTIFICAT AFFICHAGE

Je soussigné, Yves Regourd, Maire de la commune de LE VIBON, certifie que l'avis d'enquête publique relative à la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de Communes du Pays de Salars ainsi que l'arrêté numéro 2024-17 du 02 mai 2024 sont affichés à la mairie à compter de ce jour et jusqu'à la fin de l'enquête publique.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Le 7 Mai 2024

Le Maire



Commune de Salmiech
116 Place Brenguier de Landorre
12120 SALMIECH
0565467239
mairiesalmiech@orange.fr

CERTIFICAT AFFICHAGE

Je soussigné, LABIT Jean-Paul, Maire de la commune de SALMIECH, certifie que l'avis d'enquête publique relative à la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de Communes du Pays de Salars ainsi que l'arrêté numéro 2024-17 du 02 mai 2024 sont affichés à la mairie à compter de ce jour et jusqu'à la fin de l'enquête publique.

Pour servir et valoir ce que de droit.

A Salmiech, le 7 mai 2024



Le Maire, Jean-Paul LABIT

CERTIFICAT AFFICHAGE

Je soussigné, Jacques GARDE, Maire de la commune de Prades de Salars, certifie que l'avis d'enquête publique relative à la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de Communes du Pays de Salars ainsi que l'arrêté numéro 2024-17 du 02 mai 2024 sont affichés à la mairie à compter de ce jour et jusqu'à la fin de l'enquête publique.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Le 7 mai 2024

Le Maire
Jacques GARDE



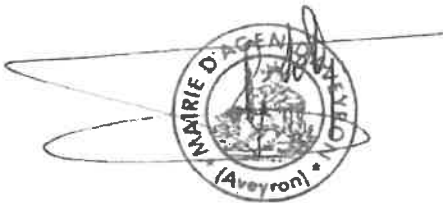
CERTIFICAT AFFICHAGE

Je soussigné, M^r Laurent de Vecelly, Maire de la commune de AGEN D'AVEYRON, certifie que l'avis d'enquête publique relative à la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de Communes du Pays de Salars ainsi que l'arrêté numéro 2024-17 du 02 mai 2024 sont affichés à la mairie à compter de ce jour et jusqu'à la fin de l'enquête publique.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Le 06 mai 2024.

Le Maire



Département de l'Aveyron

Mairie d'ARQUES

12290

Tél : 05-65-70-66-98

Mail : mairie-arques@wanadoo.fr

CERTIFICAT AFFICHAGE

Je soussigné, Delphine ALLIÉ, Maire de la commune d'Arques, certifie que l'avis d'enquête publique relative à la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de Communes du Pays de Salars ainsi que l'arrêté numéro 2024-17 du 02 mai 2024 sont affichés à la mairie à compter de ce jour et jusqu'à la fin de l'enquête publique.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Le 6 mai 2024

Le Maire d'Arques,

Delphine ALLIÉ



CERTIFICAT AFFICHAGE

Je soussigné, Nicolas MASSOL, Maire de la commune de Comps-la-Grand-Ville, certifie que l'avis d'enquête publique relative à la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de Communes du Pays de Salars ainsi que l'arrêté numéro 2024-17 du 02 mai 2024 sont affichés à la mairie à compter de ce jour et jusqu'à la fin de l'enquête publique.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Le 06 mai 2024

Le Maire – Nicolas MASSOL



CERTIFICAT AFFICHAGE

Je soussigné, COSTES Hervé, Maire de la commune de FLAVIN (Aveyron), certifie que l'avis d'enquête publique relative à la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de Communes du Pays de Salars ainsi que l'arrêté numéro 2024-17 du 02 mai 2024 sont affichés à la mairie à compter de ce jour et jusqu'à la fin de l'enquête publique.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Le 03 mai 2024

Le Maire

Hervé COSTES
Maire de FLAVIN





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON

MAIRIE DE TRÉMOUILLES

CERTIFICAT AFFICHAGE

Je soussigné, VIDAL Joël, Maire de la commune de TREMOUILLES, certifie que l'avis d'enquête publique relative à la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de Communes du Pays de Salars ainsi que l'arrêté numéro 2024-17 du 02 mai 2024 sont affichés à la mairie à compter de ce jour et jusqu'à la fin de l'enquête publique.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Le 3 mai 2024

Le Maire



CERTIFICAT AFFICHAGE

Je soussigné, JULIEN Daniel, Maire de la commune de PONT DE SALARS, certifie que l'avis d'enquête publique relative à la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de Communes du Pays de Salars ainsi que l'arrêté numéro 2024-17 du 02 mai 2024 sont affichés à la mairie à compter de ce jour et jusqu'à la fin de l'enquête publique.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Le 02 mai 2024

P/O Le Maire

Catherine POUGET

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué(e)



ANNEXE 5

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SALARS

Nbre Membres : 23

Présents : 19

Votants : 22 (dont 3 pouvoirs)

Absents : 4

Date de convocation : 23/06/2023

Pour : 22

Abstention : 0

Contre : 0

DELIBERATION N° DE2023-042

SEANCE DU 29 JUIN 2023

OBJET : PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°1 DU PLUI DE PAYS DE SALARS, AYANT POUR OBJECTIFS DES EVOLUTIONS DU REGLEMENT ECRIT ET GRAPHIQUE, DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION ET UNE MISE A JOUR DES ANNEXES.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-neuf du mois de juin, à vingt heures trente, le Conseil de la Communauté de Communes du Pays de Salars, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances.

PRESENTS :

AGEN D'AVEYRON : MME CANCE, MR DE VEDELLY, MR GALIBERT

ARQUES : MME ALLIE

COMPS LA GRAND'VILLE : MR MASSOI, MR NESPOULOUS

FLAVIN : MME LAPORTE, MME SEZE, MME LACOMBE, MR COSTES, MR ALRIC, MR MALBOUYRES, MR GELY

LE VIBAL : MR REGOURD

PRADES DE SALARS : MR FAVIER (NON VOTANT)

PONT DE SALARS : MME POUGET, MR JULIEN, MR CHAUCHARD

SALMIECH : MR BOS

TREMOUILLES : MR VIDAL

POUVOIRS : Mme JOULIE-GABEN à Mme POUGET, Mr LABIT à Mr BOS, Mr GARDE à Mr MALBOUYRES

ABSENTS ET EXCUSES : Mme JOULIE-GABEN, Mr LABIT, Mr GARDE

Accusé de réception en préfecture

012-241200658-20230629-DE2023042-DE

Reçu le 30/06/2023

Vu la délibération du Conseil Communautaire de Pays de Salars en date du 19 janvier 2022 abrogeant les cartes communales de Comps-la-Grand-Ville et Trémouilles ; et approuvant son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) ;

Vu les articles L. 153-36 et suivants, L. 153-41 et suivants du Code de l'urbanisme.

Considérant que le PLUi de Pays de Salars nécessite la mise en œuvre d'évolutions légères, pouvant être menées à bien par le biais d'une Modification de Droit Commun, dite modification n°1 du PLUi de Pays de Salars. Les objets de cette modification sont les suivants :

- Modifications du règlement écrit afin de :
 - Etablir un bilan des règles ou orientations cumulatives entre le règlement écrit et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en matière de stationnement à réaliser ; selon le bilan établi, cela pourrait se traduire par une évolution du règlement écrit et/ou des OAP ;
 - Préciser les règles relatives aux extensions et annexes des bâtiments d'habitation, en zones agricoles et naturelles du PLUi ; afin de les adapter à la typologie du bâti traditionnel local ;
 - Prendre en compte le retour d'expérience de l'instruction des autorisations d'urbanisme depuis l'entrée en vigueur du PLUi ; cela concerne notamment les règles relatives à la « Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère », ou des précisions à apporter relative à la définition des destinations et sous-destinations ;
 - Procéder aux bilans des emplacements réservés ; et aux modifications qui en découlent ;
 - Après vérification des conditions de desserte par les réseaux, réduire les zones urbaines non desservies ;
- Modifications du règlement graphique afin de :
 - Procéder à la correction d'une erreur matérielle sur le bourg d'Agen d'Aveyron, afin de rétablir le règlement graphique, conformément à la réponse formulée par la Communauté de communes sur la parcelle (OA 1567)
 - Compléter l'identification de bâtiments situés en zones agricoles et naturelles pour en autoriser le changement de destination. En effet, il s'avère que certains bâtiments n'ont pas fait l'objet de l'identification requise dans le cadre de l'élaboration du PLUi. Il s'agira de compléter modérément l'identification des bâtiments pouvant faire l'objet de changement de destination en zones agricoles et naturelles du PLUi, en vérifiant qu'ils répondent bien aux critères définis lors de l'élaboration du PLUi afin d'assurer la cohérence du traitement à l'échelle communautaire ;
- Modification des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), afin de revoir les conditions d'aménagement, après avoir vérifié l'opérationnalité de l'urbanisation :
 - Pour l'OAP n°3.2, sur la commune de Comps-la-Grand-Ville, seront précisés les principes de desserte et d'accès ;
 - Pour l'OAP n°4.7, sur la commune de Flavin, seront précisés les secteurs aménageables au coup par coup ou par opération(s) d'aménagement d'ensemble, ainsi que les principes de desserte et d'accès ;
 - Comme évoqué précédemment, de procéder à un ajustement des règles ou orientations cumulatives entre le règlement écrit et les Orientations d'Aménagement et de Programmation

(OAP) en matière de stationnement ; selon le bilan établi, cela pourrait se traduire par une évolution du règlement écrit et/ou des OAP ;

- Mise à jour des annexes et notamment des servitudes d'utilité publique ; notamment concernant la protection des captages d'eaux destinées à l'alimentation en eau potable (servitude ASI)

Monsieur le Président explique qu'à ce stade ces modifications ne devraient pas avoir d'incidences notables sur l'environnement dans la mesure où elles n'augmentent pas les possibilités de construction ou d'aménagement sur le territoire ; ce point sera précisé et étudié dans le rapport de présentation.

Considérant que ces évolutions du PLUi n'ont pas pour conséquence de changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD) ; de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle et forestière, une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ; de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

Considérant en conséquence, que ces évolutions du PLUi n'entrent pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;

Considérant que ces évolutions du PLUi pourraient avoir pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultante, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ; et de diminuer ces possibilités de construire ;

Considérant en conséquence, que ces évolutions du PLUi entrent dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

- **Décide** de prescrire la modification de droit commun n°1 du PLUi de Pays de Salars pour permettre les modifications du règlement écrit et graphique, des Orientations d'Aménagement et de Programmation, et la mise à jour des annexes.
- **Décide** d'autoriser Monsieur le Président à signer toute pièce utile à la réalisation de cette modification de droit commun n°1 du PLUi de Pays de Salars.

La présente délibération fera l'objet :

- De la publication réglementaire en mairies et au siège de la Communauté de Communes durant un délai d'un mois ;
- D'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;

Elle sera en outre adressée au préfet de l'Aveyron et notifiée aux personnes publiques, conformément aux L132-7, L132-9 et L132.13 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré, au lieu, jour, mois et an susdits.

Le secrétaire de séance

CHAUQUAND ERIC



Pour extrait conforme.

Le Président,

Yves REGOURD



Le Président informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication en date du 30/06/2023

ANNEXE 6

L'Immobilier COUP DE CŒUR

RODEZ - Prix: 72 000€ - Immo - Photos of a house interior.

IMMOBILIER VENTES Appartements

RODEZ - 9900€ - Photos of an apartment interior.

RODEZ - 18000€ - Photos of an apartment interior.

RODEZ - 19000€ - Photos of an apartment interior.

RODEZ - 1700€ - Photos of an apartment interior.

RODEZ - 1700€ - Photos of an apartment interior.

RODEZ - 1700€ - Photos of an apartment interior.

RODEZ - 1700€ - Photos of an apartment interior.

RODEZ - 1700€ - Photos of an apartment interior.

RODEZ - 1700€ - Photos of an apartment interior.

Immobilier d'enseigne

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 420€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 420€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 420€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 420€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 420€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 420€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 420€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 420€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 420€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 420€ - Photos of a house exterior.

AVEYRON

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

RODEZ - 400€ - Photos of a house exterior.

Antiquaire du Languedoc-Roussillon M. Claudin père et fils ACHÈTE CHER ET JUSTE

Monieur SONNY ANTIQUAIRE ACHÈTE AU MEILLEUR PRIX

AVIS PUBLICS ENQUÊTES PUBLIQUES RAPPEL AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

ACHÈTE LOT DE BOUTEILLES de vin anciennes toutes Régions, champagne et autres

RECHERCHE pour RACHAT

ANNONCES OFFICIELLES ET LEGALES

VIE DES SOCIÉTÉS

CRÉATION

AVIS

Vous créez ou faites évoluer votre entreprise Nous gérons toutes vos formalités et vos publications

ANNONCES OFFICIELLES ET LÉGALES

Midi Libre pour ses abonnés a publié les annonces légales en vertu de son statut de journal d'information...

AVIS PUBLICS

AVIS ADMINISTRATIFS



AVIS D'APPROBATION COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MELLAU GRANDS CAUSES

De la révision allégée n°1 de PLU-HD

Par délibération du 28 mai 2024, le Conseil communautaire a approuvé le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLU-HD)...

ENQUÊTES PUBLIQUES

RAPPEL AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Communauté de Communes du Pays de Salers Enquête publique Relative à la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLU-HD)...

Le public est informé que par arrêté communautaire n°2024-17 du 20 mars 2024, le Président de la Communauté de Communes du Pays de Salers a autorisé l'ouverture de l'enquête publique...

Cette enquête publique est déroulée pendant une période de 10 jours consécutifs, de lundi 27 mai 2024 à vendredi 31 mai 2024...

Le dossier d'enquête publique est consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet: www.midi-libre.fr/annexes/2024/03/2024-17

Le public pourra prendre connaissance de l'état et du contenu de l'enquête publique en consultant les copies de l'enquête publique déposées au service de l'enquête publique...

Le dossier d'enquête publique est consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet: www.midi-libre.fr/annexes/2024/03/2024-17

Le dossier d'enquête publique est consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet: www.midi-libre.fr/annexes/2024/03/2024-17

Le dossier d'enquête publique est consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet: www.midi-libre.fr/annexes/2024/03/2024-17

Le dossier d'enquête publique est consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet: www.midi-libre.fr/annexes/2024/03/2024-17

Vous créez ou faites évoluer votre entreprise Nous gérons toutes vos formalités et vos publications

Votre service au 04 3000 7000

Les petites annonces entre particuliers

04 3000 7000

- L'immobilier 3 jours par semaine, Bons affaires 7 jours consécutifs dans votre quotidien, L'automobile 3 jours par semaine

Rédigez votre petite annonce ou connectez-vous sur www.midi-libre-annonces.com (En majuscule, sans abréviation avec un espace entre chaque mot)

Grid for writing the advertisement text.

Choisissez votre formule et votre édition (Tarifs T.T.C. - 5 lignes + internet inclus)

Table with columns: Éditions, Formule trio simple (3 jours), Formule trio 2 semaines (6 jours), Formule trio 3 semaines (9 jours), Ligne supplémentaire.

Bonnes Affaires - Sans photo

Table with columns: Éditions, Formule 7 parutions, Formule 14 parutions, Formule 7 parutions, Ligne supplémentaire.

Automobile Sans photo

Table with columns: Formule trio simple (3 jours), Formule trio 2 semaines (6 jours), Formule trio 3 semaines (9 jours), Ligne supplémentaire.

Par courrier: Votre annonce passera sous 48 h après réception de votre règlement... Par téléphone: votre annonce avec paiement par carte bancaire au 04 3000 7000 service particuliers.



PUBLIEZ VOTRE AVIS 7J/7 et 24h/24*

avec midi-libre.fr carnet@midi-libre.com Avec le texte de l'avis et vos coordonnées complètes (nom / prénom / adresse / téléphone) NOTRE ÉQUIPE EST À VOTRE ÉCOUTE 04 3000 8000

AVIS D'OBSEQUES

TREMOUILLES, BARAQUEVILLE Le Président du Syndicat mixte des élus du Lévezou Segala Yves REGOARD; les élus du bureau, les délégués du comité syndical et l'ensemble des services s'associent à la peine de la famille de Monsieur Jean-Marie POLANSKI...

PONT-DE-SALARS. M. le Maire de Pont-de-Salars, le conseil municipal et l'ensemble du personnel communal ont le regret de vous faire part du décès de Monsieur Jean-Marie POLANSKI ancien conseiller municipal. La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 30 mai 2024, à 14 h 30, en l'église du Poujol de Camboulas.

PONT-DE-SALARS. L'ensemble de l'équipe éducative de l'école privée Sainte Marie ainsi que les associations de l'OGEC et de l'APEL ont le regret de vous faire part du décès de Monsieur Jean-Marie POLANSKI papa de Lucas, président de l'OGEC papa de Jade et Lucas, élèves à l'école. La cérémonie aura lieu ce jeudi 30 mai 2024, à 14 h 30, en l'église du Poujol de Camboulas.

Cérémonies célébrées ce jour Avis passés en Aveyron. Camponzier: 10 h 30: Monsieur Robert AYRAL, en l'église. POMPEY FUNEBRES (D) CONFLIANT tel.05.65.44.23.56. Mello: 14 h 30: Madame Marcolle CHASSANG, en l'église. PF CLAUDE HEBBARD tel.04.71.60.71.23. Saint-Affrique: 14 h 30: M. Raymond HERAIL, en l'église TRAVIS AMBULANCE tel.05.65.49.04.43. Tourneville: 14 h 30: M. Jacques FOUCAIROLLES, en l'église. CAMRON FLEURS tel.05.65.99.05.96

" Nous craignons toutes choses comme mortels Et nous désirons toutes choses comme si nous étions immortels."

François DE LA ROCHEFOUCAULD (1613-1680).

Des services de proximité pour la famille et les proches.

Pour toute parution d'un avis en Formule + Famille, vous bénéficiez de services suivants:

- 1 L'envoi du journal numérique, le jour de la parution de l'avis à l'adresse courriel communiquée lors de la commande. 2 La consultation de l'avis complet, le dépôt de condoléances sur la rubrique Carnets de notre site. 3 Le détail de la cérémonie, le jour des obsèques, dans la rubrique «Les obsèques célébrées ce jour» dans les pages Carnets. 4 Le rappel du nom, prénom du défunt dans notre rubrique «La carnet de jour» dans les pages d'informations régionales.

ANNEXE 7

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Objet de l'enquête : Modification n° 1 du PLU
de la Communauté de Communes du Pays de Salars

Arrêté d'ouverture de l'enquête :

arrêté n° 2024-17 en date du 02 Mai 2024 de

M. le Maire de : _____

M. le Préfet de : _____

Président de la commission d'enquête – Commissaire enquêteur :

M. me Elisabeth TAGNAN qualité Commissaire enquêteur

Membres titulaires : M. _____ qualité _____

M. _____ qualité _____

M. _____ qualité _____

Membres suppléants : M. _____ qualité _____

M. _____ qualité _____

M. _____ qualité _____

Durée de l'enquête : date(s) d'ouverture du 27 Mai 2024 au 10 Juin 2024

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

Siège de l'enquête : Communauté de Communes du Pays de Salars

Autres lieux de consultation du dossier : _____

Registre d'enquête :

comportant _____ feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, destiné à recevoir les observations du public ; ces dernières peuvent aussi être adressées par écrit au nom du commissaire enquêteur à :

Rapport et conclusions du commissaire enquêteur :

seront tenus à la disposition du public dès leur réception à _____

aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux et dans chacune des mairies où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné

Réception du public par le commissaire enquêteur :

les Lundi 27 Mai 2024 de 09h00 à 12h00 et de _____ à _____

les Samedi 1^{er} Juin 2024 de 09h00 à 12h00 et de _____ à _____

les Lundi 10 Juin 2024 de 15h00 à 18h00 et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

une réunion publique a été n'a pas été organisée par le Commissaire enquêteur.

LES LUNDI 27 Mars de

9 heures

12 heures

1^{ère} Permanence des commissaires enquêteurs

① Reçu Famille LAGARDE (Christian LAGARDE et ses 2 enfants Lisa & Thibault) domiciliés à COMBES-IGNONNE 12450 FLAVIN

Nous souhaiterions pour le projet d'installation de mes enfants développer une activité aquacultive sur l'exploitation agricole. Notre projet serait d'aménager des gîtes dans une vieille grange (parcelle A71 et A70 sur la commune de Flavain.

Cette grange est aujourd'hui classée bâtiment agricole. Une modification du PLU serait nécessaire pour la réalisation de ce projet. Cette grange se situe à proximité des bâtiments (à 100m) de l'exploitation et est raccordée au réseau d'eau et d'électricité passe à proximité.

Ce bâtiment est sur le passage du GR 62 sur les pas de Saulages.
P.S: PHOTO zone

Je soussigné LAGARDE Christian et ses enfants



② Reçu M. SOULIE Olivier propriétaire d'une exploitation ovin et à CALONNE 12250 TRUVILLE

Suite à l'achat d'une exploitation en cessation, en date du 31/08/2023, je souhaiterais construire un bâtiment / stockage et élevage, cette zone étant actuellement en Ap.

Résident à Galonne où aucune extraction n'est possible, il est entouré de parcelles appartenant à d'autres propriétaires et non susceptibles d'être échangées. Il serait souhaitable de convertir en zone A les parcelles D 703 et 704 (2 ha environ). Pétouls joints le plans.

Les réseaux eau et électricité seront connectés depuis les bâtiments actuels.

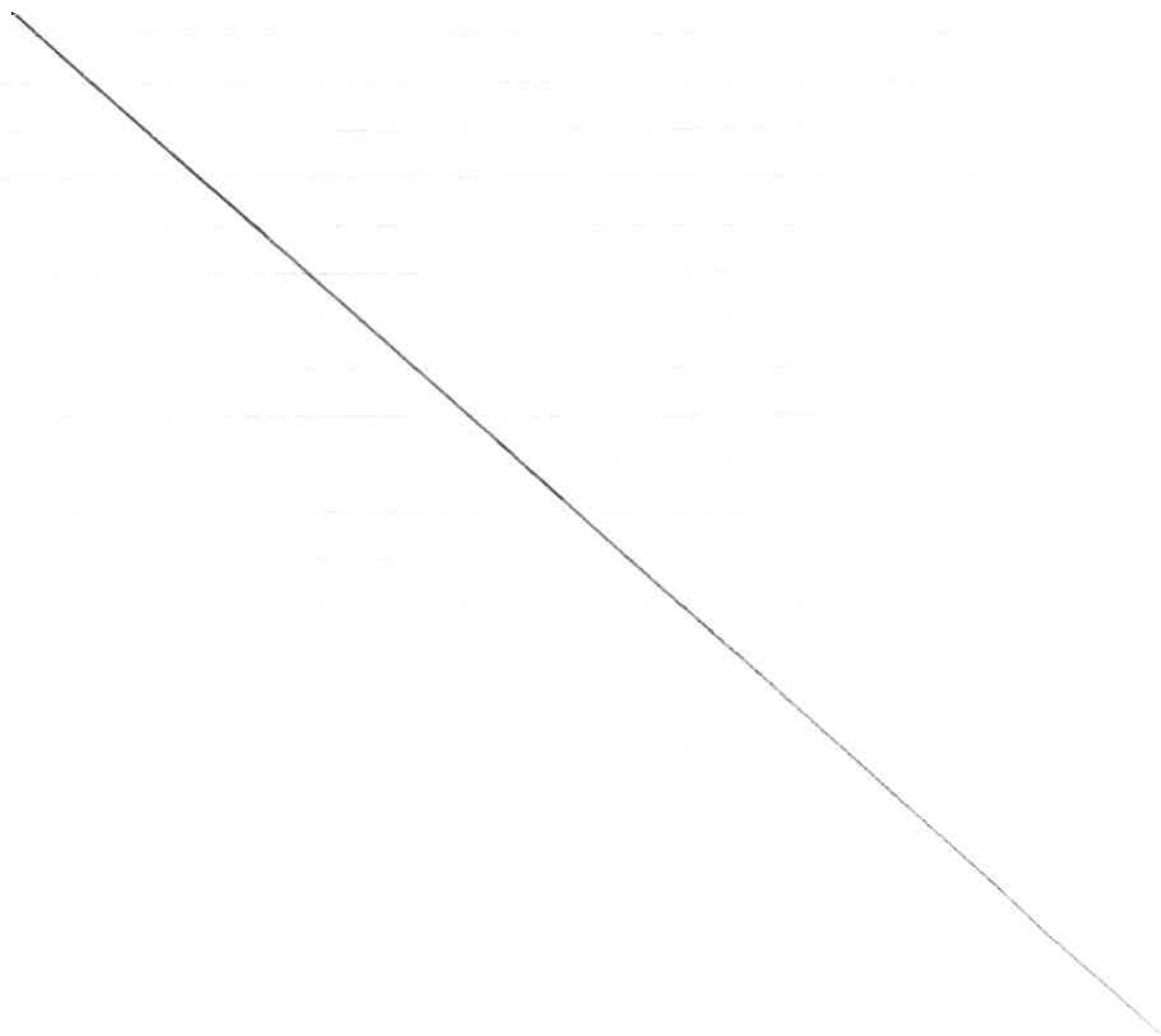
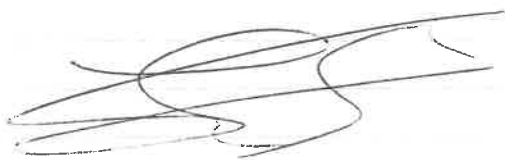
Suite →

- La prochaine révision du PLUI étant programmée à l'envi environ
deux ans.
Mon fils était motivé de l'instaurer rapidement. Nous souhaiterions
être inclus dans les modifications actuelles.

Merci à vous d'étudier cette demande, nous restons à votre disposition
pour toute information complémentaire.

PJ:3

Sœur Olivier



FIN de la PERMANENCE →



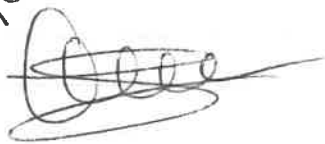
Le Samedi 1^{er} Juin 2024. 2^{ème} Permanence du commissaire
enquêteur 9H00 à 12H00 :

③ Recev M^r NOUVEAU Antoine & M^r COUSIN Olivier domiciliés au
de Navaldesq - 12450 FLAVIN

Mais sommes propriétaires et domiciliés
au Navaldesq à Flavin et possédons une
grange sur la parcelle section D 20610,
qui se trouve par ailleurs note habitable.
Nous souhaitons restaurer la dite grange
pour la rendre habitable. A ce titre, nous
avons fait une demande de CU opérationnel.
Il nous a été notifié ce refus de celui-
ci au motif que le bâtiment n'a pas été
identifié comme habitable (dispositions
A1-2).

Nous sollicitons la modification du PLU pour
que ce bâtiment puisse être identifié comme
habitable afin que nous puissions en changer
la destination.

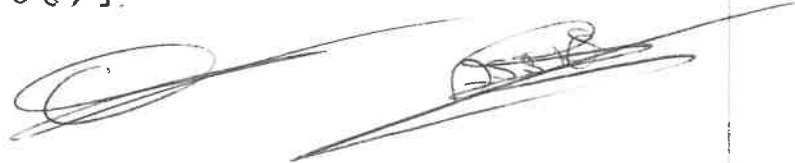
En effet, il s'agit d'un bâti ancien en cas
en bail état qui mériterait d'être restauré
et qui en dehors de l'habitation peut difficile-
ment trouver une autre destination. Nous
avons du mal à comprendre la logique qui
empêcherait la restauration de ce bâti.



(pièce jointe Refus CU)
ratification

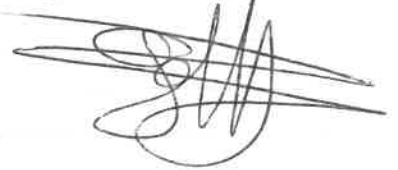
④ Recev M^r J. BAIL ASSIÉ et son fils Jody ASSIÉ domiciliés à
LAUHE 12290 TREMOUILLES

Ces personnes sont propriétaires d'une exploitation agricole. Ils souhaitent
pouvoir construire un bâtiment agricole (suite à la future installation
de leur fils Jody) pour loger des animaux. Ce serait dans une zone
qui pour l'instant n'est pas constructible. Voir PLAN 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.



⑤ M^r GAFFARD Audrey domiciliée à CRESTIAGUET 12290
PONT de SALARS

Etant futur acquéreur des biens du lieu de la "Roquette"
je souhaiterais rajouter & la transformer du bâtiment
n° parcelle 0024 en changement possible en habitation
ainsi que la parcelle n° 0018.

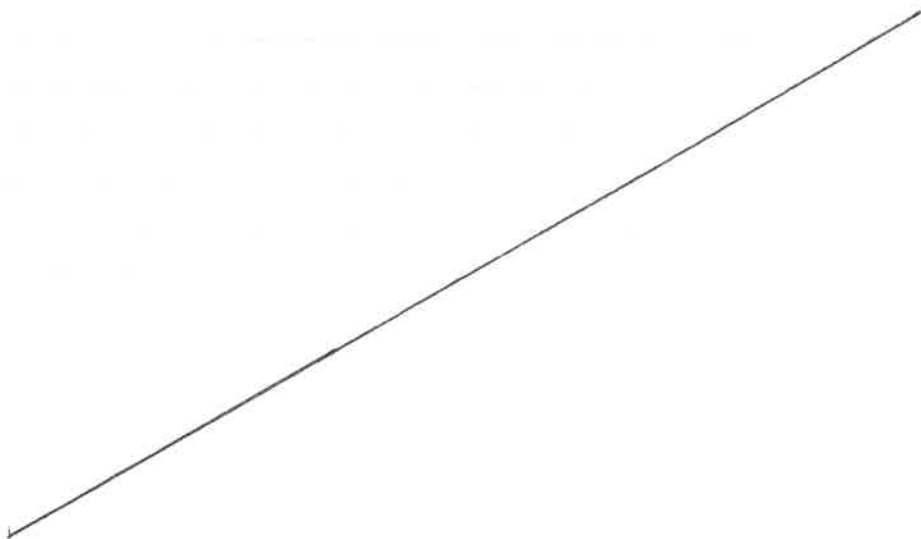


⑥ M^r GAFFARD Jean Marie domicilié à CABPIAGUES 12290
PONT de SALARS

Propriétaire d'un corps de ferme, il souhaiterait qu'un grand
soit réhabilité en logement. Cette demeure sera développée
en logements (l'identification parcelle).



⑦ Demande de Jozette DIVAY domiciliée 8, route de Bouvras
12630 AGEN d'AVENAS transmise par mail le 27/05/24
Souhaiterait qu'2 parcelles lui appartenant (1062 et 1063)
(qui étaient constructibles et sont passées en non constructible) soient
constructibles, car elle a un projet de construire.



* FIN de la PERMUNANCES *



⑧ Reçu de Mme Bosquet Florence le 05/06/2024
574 Chemin de Veysnaguet 12450 FLAVIN -

Je souhaiterais un changement de destination pour un bâtiment situé sur 3 parcelles 640, 642, 643. Ce bâtiment comporte un four à pain et une annexe à l'exploitation. Ce bâtiment est raccorde à l'électricité.



3^{em} et dernière penarona du commissaire enquêteur le
lundi 10 JUIN 2024 de 15H00 à 18H00

⑨ Reçu M. FALGAYRAC Laurent domicilié 1682, Route
d'Espimassus la Pailhousie. 12120 SALMIEUX.

Propriétaire des parcelles 0089 et 0091, lors de la dernière révision du PLU, j'avais fait une demande de changement de destination pour une partie d'un corps de ferme, j'ai d'ailleurs obtenu satisfaction, cependant j'avais oublié de mentionner un local d'environ 30 m², précédemment destiné à de la vannerie et son abattage. Serait-il possible d'en changer également la destination.

PJ : 2 Plans cadastraux



⑩ Reçu M. NABAIS Gabriel domicilié à JUNELLES 40, rue
de Cassagne. 12450 FLAVIN

Actuellement propriétaire d'un ensemble de bâtiments sur un corps de ferme, mais souhaiterais faire une demande de changement de destination concernant deux granges dans activité agricole. Voir plan cadastral ci-joint. Dans l'objectif de les transformer entièrement en habitation.



(W 23)

11) Demande de M. Charal CHAROZ. 26, chemin de la paro. 12630 AGEN D'AVIGNON en indivision avec M. Roméo SOZIANE et M. Pascal BAUIS. Propriétaires de la parcelle N° A 1205 actuellement classée en Zone ag. 2. souhaitent son classement en Zone d'extension urbaine UB

(W 23)

12) Demande de M. Jean AUBERT de la parcelle 12290 P. N° 454 CAS. souhaitent changer la destination des Bâties reprises par un état sur la parcelle 511

13) Reçu M. BARTO Marcelin et M^{me} BARTO Madeleine demeurés UBIS, chemin de l'ENCLANA 12630 AGEN D'AVIGNON Propriétaires de la parcelle A 1667, souhaitent réhabiliter le bâtiment agricole qui se situe sur cette parcelle, en habitation pour une partie et l'autre en dépendance. Il est à noter que l'électricité et l'eau sont à proximité environ 20 m

Barto

B

14) Reçu M. JOUHANÉ-GIBEN Geneviève domiciliée à BISSONNET 12290 P. N° 454 CAS.

A fait une demande de changement de destination d'un bâtiment agricole en vue de le transformer en maison d'habitation. Cette demande fait partie du dossier d'enquête.

Elle souhaitait juste savoir si personne ne s'était opposé durant l'enquête publique à sa demande.

Jouhané

15) Reçu lettre du Maire de BISSONNET en date du 12/01/2014 en ce qui concerne les démarches des citoyens des communes limitrophes à préciser au sens de l'article U2 des règlements de PU. Il souhaiterait que ce règlement soit aménagé afin qu'il se limite aux seuls celliers communaux stratégiques et réellement mobilisables pour une activité économique.

FIN DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

[Signature]

Le lundi 10 Juin 2024 à 18 heures 00

Le délai étant expiré,

je, soussigné(e), Elisabeth MAGNAN déclare clos le présent registre
qui a été mis à la disposition du public pendant 15 (quinze) jours consécutifs,
du lundi 27 Mai 2024 à 9h00 au lundi 10 Juin 2024 à 18h00
de _____ heures à _____ heures et
de _____ heures à _____ heures

Les observations ont été consignées au registre

par 16 personnes (pages n° 02 à 07).

En outre, j'ai reçu 04 lettres ou notes écrites

qui sont annexées au présent registre :

- 1 ^{conseil} lettre en date du 27 Mai 2024 de M^{me} Josette DURY
- 2 ^{conseil} lettre en date du 7 JUIN 2024 de M^{me} CHARAIGNON Chantal, BOLLET
Pascal et SOMIANO Monique
- 3 ^{conseil} lettre en date du 7 JUIN 2024 de M^{me} ALAUZET Gérard
- 4 lettre en date du 10 Juin 2024 de M^{me} JULIA Daniel, maire de
PONT de SALORS
- 5 lettre en date du _____ de M _____
- 6 lettre en date du _____ de M _____

signature



ANNEXE 8

Monsieur Yves REGOURD,
Président de la Communauté de Communes
Pays de Salars
34 avenue de Rodez
12290 PONT DE SALARS

Pont de Salars, le 10 juin 2024

Objet : avis complémentaire – modification de droit commun n°1 du PLUi

Monsieur,

Conformément à la délibération de prescriptions de la Modification de Droit Commun n°1 du 29 juin 2023, nous souhaiterions signaler qu'un objet nécessite d'être complété.

En effet, la modification n°1 du PLUi vise notamment à revoir le règlement écrit du PLUi, afin de notamment « Prendre en compte le retour d'expérience de l'instructions des autorisations d'urbanisme [...] ».

Or, il se trouve que nous constatons des incohérences dans le repérage des cellules commerciales à préserver au sens de l'article U2 du règlement du PLUi. Aussi, nous souhaiterions que ce repérage soit amendé afin qu'il se limite aux seules cellules commerciales stratégiques et réellement mobilisables pour une activité économique.

Une copie de cette demande est déposée ce jour – 10 juin 2024 – au commissaire enquêteur siégeant en dernière permanence d'enquête publique dans vos locaux de la Communauté de Communes sise avenue de Rodez à Pont de Salars.

Comptant, sur votre compréhension, je vous prie de croire, Monsieur, en mes sincères salutations.

Daniel JULIEN, Maire



Contribution (n°10 (Web))

Proposée par ALAUZET GERARD
(gerardalauzet12@gmail.com)
Déposée le vendredi 7 juin 2024 à 19h38
Adresse postale : La Roucanelle 12290 PONT DE SALARS

Je souhaite changer la désignation du bâtiment représenté par une étoile sur la parcelle n°511.

Agen d'Aveyron le 6 juin 2024

SORIANO Monique - 7, chemin de la Roque 12 630 AGEN d'AVEYRON

ROLLET Pascale - 28, chemin de la Parro 12 630 AGEN d'AVEYRON

CHARRIER Chantal - 26, chemin de la Parro 12 630 AGEN d'AVEYRON

à

**Monsieur le Président
de la Communauté de Communes
Pays de Salars**

**Communauté de Communes
Pays de Salars
34, avenue de RODEZ
12 290 PONT DE SALARS**

Objet : Modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
P.J. : Extrait cadastral

Monsieur,

Dans le cadre de l'enquête publique en cours portant sur la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (P.L.U.I.) qui conduira à une évolution du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de notre Commune d'AGEN d'AVEYRON, nous nous permettons de vous solliciter.

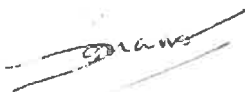
Propriétaires en indivision d'une parcelle de terrain (A 1205), située à proximité immédiate du village d'AGEN d'AVEYRON et actuellement classée en zone agricole - A au P.L.U., nous souhaiterions une évolution de son classement en zone d'extension urbaine - UB.

Les références cadastrales et la situation de notre bien apparaissent sur le document joint en annexe; il s'agit de la parcelle n° A 1205.

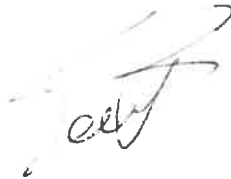
Nous vous serions reconnaissantes de bien vouloir prendre en considération notre requête, et d'en informer la commission intercommunale d'urbanisme associée à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Nous vous prions de croire, *Monsieur le Président*, à l'assurance de notre considération distinguée.

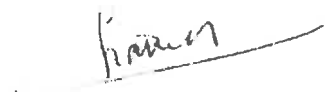
SORIANO Monique



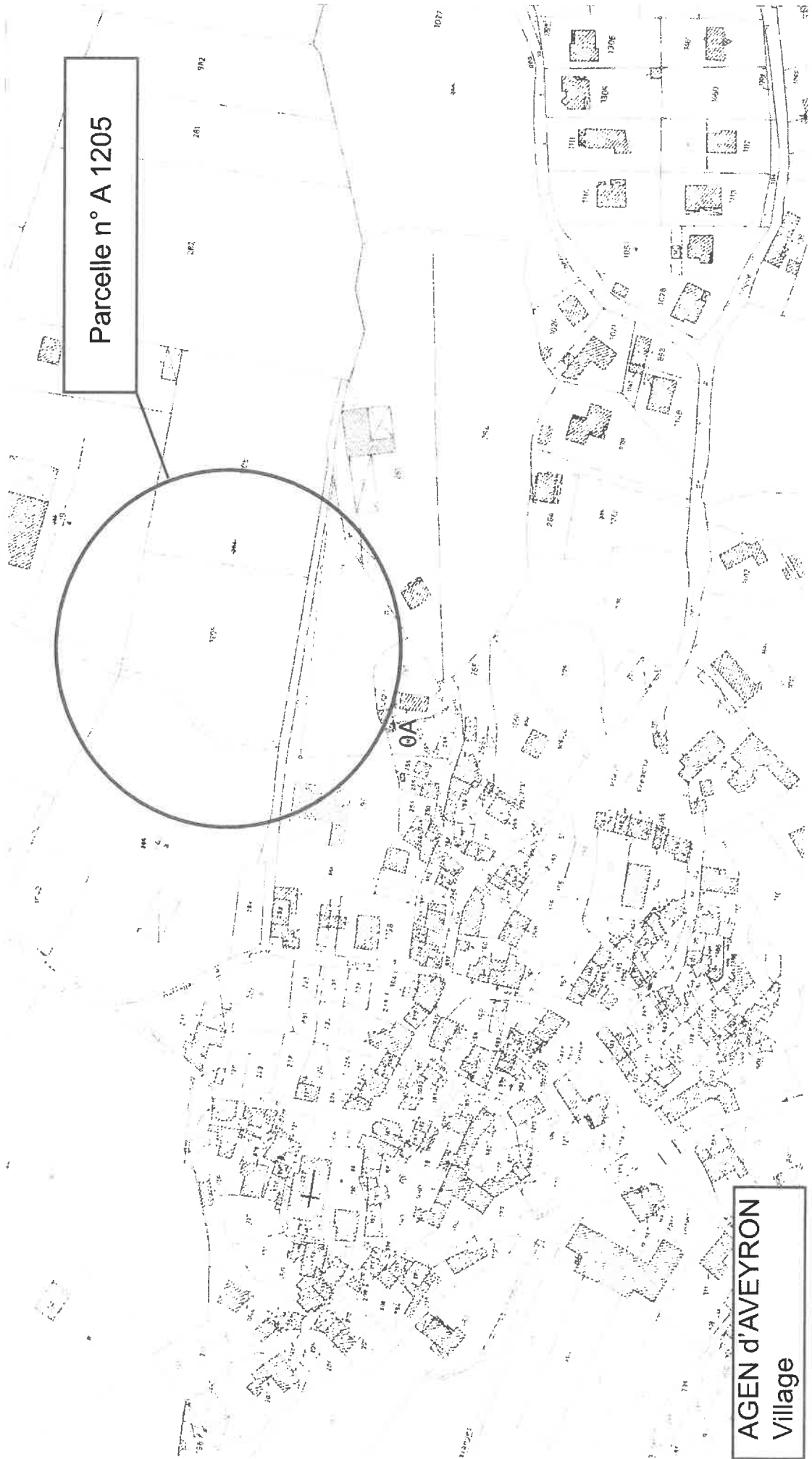
ROLLET Pascale



CHARRIER Chantal



Commune d'Agen d'Aveyron - Extrait de cadastre



Parcelle n° A 1205

AGEN d'AVEYRON
Village

Mme DIVRY

8 ROUTE DE BOULZAC

12 630 AGEN D'AVEYRON

COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE SALARS

34 AVENUE DE RODEZ

12 290 PONT DE SALARS

Objet : Révision PLU

Agen le 27 mai 2024

Madame, Monsieur,

Je reviens vers vous concernant ma demande de révision du PLU.

J'avais déjà faite une demande le 9 février 2022 et le 4 mai 2023 pour une modification des parcelles 1042 et 1043.

Celles-ci étaient constructibles et elles ont été passées en non constructible.

Ce terrain est un terrain familial et dans l'avenir j'aimerais qu'il y est un projet constructible.

En espérant que ma demande sera prise en compte.

Vous en souhaitant une bonne réception.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.